

## L'administration de biens et/ou de la personne, c'est quoi ?

Lorsqu'une personne **majeure** est totalement ou partiellement en **incapacité de gérer ses biens et/ou sa personne**, une demande de protection judiciaire peut être faite pour protéger la personne et/ou ses biens.





La décision est prise par le **juge de paix**.

### Les étapes à suivre :

- 1) Réaliser la demande en ligne ;
- 2) Se rendre au rendez-vous fixé avec le juge de paix ;
- 3) Attendre la décision du juge ;
- 4) Si la demande est acceptée, un administrateur provisoire est désigné. Il doit accepter sa mission par écrit dans les 8 jours pour acter la décision.

## Administrateur de biens et/ou de la personne

Ed. responsable : B. Antoin - Infor Jeunes Tournai ASBL - Avenue des Frères Haeghe 32 - 7500 Tournai - RPM MonsDiv Tournai - N° entreprise: 0414505150 / IBAN: BE42 0660 7002 7054

-  Avenue des Frères Haeghe, 32  
7500 Tournai
-  069 22 92 22
-  [inforactions@ijty.be](mailto:inforactions@ijty.be)
-  [www.inforjeunestournai.be/infor-actions](http://www.inforjeunestournai.be/infor-actions)

**Infor**   
**Actions**  
Transition 14-25

**INFOR**  
**JEUNES**  
TOURNAI



**AVIQ**

## Conditions

### ● Âge

Cette demande peut être introduite dès l'âge de **17 ans** afin que la mesure puisse être d'application à la majorité du jeune adulte.

### ● 2 types de missions de l'administrateur

#### ● Mission d'assistance

Pour les personnes capables de prendre des décisions par elles-mêmes, de gérer leurs biens et leur personne, mais pas seule. L'administrateur aura pour mission de donner son accord avant la réalisation de tout acte.

#### ● Mission de représentation

Pour les personnes incapables de prendre des décisions relatives à leurs biens et/ou à leur personne. L'administrateur prendra alors seul les décisions.

Le juge de paix précise les missions de l'administrateur en fonction des **capacités** de la personne protégée.



Le juge de paix peut désigner deux administrateurs différents : un pour les biens et un autre pour la personne.

Une personne de confiance peut également être désignée pour agir comme une sorte d'intermédiaire entre la personne protégée et l'administrateur.

## Introduction de la demande

### ● Qui peut l'introduire ?

La personne protégée elle-même, sa famille, un autre intéressé (assistant social, mutualité, CPAS) ou le procureur du Roi.

### ● Comment l'introduire ?

La demande doit être introduite par voie électronique via le Registre Central de la Protection des Personnes.

De nombreux champs doivent être complétés. Ils permettent au juge d'avoir des informations telles que la situation familiale, morale et/ou matérielle de la personne à protéger.

### ● Où l'introduire ?

La demande doit être adressée au juge de l'arrondissement du lieu de résidence de la personne à protéger.

### ● Quel document joindre à la demande ?

Un certificat médical circonstancié (si la demande est relative à l'autonomie de la personne).



Ce document doit être demandé **au plus tôt** 2 semaines avant l'introduction du dossier.

### ● Quel est son coût ?

Au moment de valider la requête, la somme de 26€ est demandée.

Le dossier sera finalisé une fois le paiement effectué.

### ● Qui peut être administrateur ?

Le juge de paix peut confier l'administration des biens à un proche : père, mère, frère, sœur, partenaire, mais également à un avocat.